

RÈGLEMENT : Fonds Médiathèques - 2025

Article 1 : Le pôle formation et développement des établissements de l'Institut français

Au sein de la direction appui au réseau culturel à l'étranger (DARC), le pôle « formation et développement des établissements » accompagne les établissements du réseau dans la modernisation et l'animation de leurs lieux, soutient et développe, en particulier dans le cadre de la démarche qualité, la performance des établissements accueillant du public et propose une offre de formation au réseau, contribuant au développement des compétences de ses agents. L'ensemble des actions du pôle **formation et développement des établissements** est à retrouver à l'adresse suivante: <https://www.institutfrancais.com/fr/offre/offre-de-formation-de-institut-francais>

Article 2 : le dispositif

Le Fonds Médiathèques (FM) vise à accompagner la modernisation des médiathèques du réseau culturel français à l'étranger (aménagement, nouveaux services, médiation). Le FM permet aux médiathèques d'obtenir des soutiens financiers pour développer des projets innovants : actions de médiation, création de nouvelles activités, évolution vers le tiers-lieu, travail transversal ou en réseau, enrichissement des collections, transformation numérique, actions d'événementiel ou artistiques, etc. Des axes prioritaires sont définis chaque année.

L'inscription du projet de la médiathèque dans la politique globale de l'établissement, la formation des agents, la mise en œuvre de la démarche qualité, l'impact et l'interaction du projet avec les autres services de l'établissement, constituent une priorité. La cohérence du projet médiathèque avec les autres appels à projets de l'IF auxquels le poste aurait répondu fera également l'objet d'une attention particulière lors de la commission.

L'établissement est encouragé à développer une approche éco-responsable de son activité, en particulier : efforts de réduction de l'impact environnemental (mutualisation des déplacements, alimentation, choix de solutions techniques moins carbonées...), attention portée au cycle de vie des matériaux (acquisition de matériel, fournitures, conception de décors). Les postes sont incités à rendre compte de cette approche lors du dépôt de candidature.

Par ailleurs, dans le cadre de la diplomatie féministe de la France, l'Institut français et le réseau culturel français à l'étranger sont appelés à poursuivre un objectif d'égalité entre les femmes et les hommes, dans le choix de leurs projets et leur organisation.

Les Postes voudront bien préciser leur politique en faveur du développement de la culture de l'égalité femmes-hommes (formation, actions de sensibilisation à l'égalité et à la lutte contre les discriminations et les stéréotypes, projets prenant en compte les enjeux de l'égalité femmes-hommes et valoriser une approche paritaire, choix des intervenants, politique envers les prestataires et tout autre élément pertinent).

L'argumentaire sur ces deux sujets est à renseigner directement dans le champ correspondant (2000 signes max.) sur la plateforme ifprog. et sera pris en compte comme élément d'appréciation des

projets par le jury lors des commissions.

Article 3 : Modalités de financement

L'appui de l'Institut français s'articule de la manière suivante :

- le soutien pour un Fonds médiathèques est compris entre 5 000 à 20 000 euros ;
- la contribution de l'Institut français ne pourra excéder 50% du budget réalisé du projet ;
- la subvention est versée uniquement sur le compte bancaire du bénéficiaire ;
- la subvention est versée en un versement unique par décision d'attribution.

Important : les dépenses liées à l'**achat de matériel** (matériel informatique) et de **mobilier** ne sont éligibles qu'à hauteur de **30% du soutien accordé** (cf liste des dépenses éligibles jointe à ce règlement).

La contribution finale de l'Institut français en pourcentage du budget réalisé ne pourra excéder la contribution prévue au budget prévisionnel de l'opération. Le cas échéant, un ajustement du montant de l'aide initialement accordée sera effectué. Le budget prévisionnel doit donc être le plus proche possible de la réalité en termes de dépenses comme de recettes (voir en annexe la liste des dépenses éligibles).

La contribution est versée au moment de la notification de l'aide.

Article 4 : Critères d'éligibilité

L'appel à projets est ouvert aux Instituts français (IF), alliances françaises (AF), Centres binationaux (CBN) et aux Services de Coopération et d'Action Culturelle (SCAC) faisant acte de candidature.

Le bénéficiaire de l'aide financière devra être un établissement à autonomie financière (EAF) ou une Alliance Française. Dans le cas d'une formation concernant plusieurs postes ou d'une candidature portée par un SCAC, l'EAF, l'AF ou le CBN qui recevra les crédits de l'Institut français doit être désigné dans le formulaire IFPROG.

Les candidatures doivent veiller à :

- présenter un **projet de service et/ou un plan stratégique** à moyen terme pour la médiathèque ;
- consacrer à la médiathèque des **moyens financiers et humains** suffisants pour assurer son attractivité (les projets de médiathèque ne disposant pas de budget d'acquisition ou de personnel dédié ne seront pas retenus) ;
- mettre en avant de façon explicite l'inscription du projet dans une démarche établissement (le projet permet de réaliser un ou plusieurs objectifs de l'établissement : modernisation des services au public, recherche de nouveaux publics, développement de la démarche qualité etc.)
- **proposer un projet avec un budget minimal de 10 000 €** (montant minimal de l'aide accordée par l'IF : 5 000 €).

Ne sont pas éligibles :

- les candidatures multiples au sein d'un même pays ; sauf cas particulier argumenté, pas plus d'un projet par pays.

Article 5 : Modalités de candidature et calendrier

Le candidat postule en ligne en déposant son dossier sur IF PROG. Les postes intéressés sont invités à soumettre leur candidature via le formulaire en ligne accessible à partir de la page suivante :

<https://www.ifprog.emundus.fr/>

Les candidats sont invités à déposer leur dossier de candidature sur la plate-forme IFprog **entre le 04 Juillet 2024 et le 30 Octobre 2024 inclus, pour des projets qui seront mis en oeuvre entre février et décembre 2025.**

Date limite de dépôt des projets : **30 Octobre 2024.**

Article 6 : Sélection des projets

Une commission de sélection, composée de représentants du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du ministère de la Culture et de l'IF ainsi que de professionnels extérieurs, instruit les dossiers de candidature et répartit les crédits ouverts pour le Fonds médiathèques.

Les critères suivants feront l'objet d'une attention particulière :

- **l'inscription du projet dans une démarche « établissement » ;**
- la prise en compte des **axes prioritaires pour l'année en cours ;**
- les argumentaires sur l'écoresponsabilité et l'égalité homme-femme ;
- la logique de réseau dans les postes disposant de plusieurs implantations (IF/AF/CBN) – sauf cas particulier argumenté, **pas plus d'un projet par pays ;**
- le développement de **partenariats locaux ;**
- la pertinence des actions de **médiation** envisagées dans le cadre des projets ;
- le **niveau de formation** du personnel pour mener à bien les projets (notamment aux outils numériques ou à l'animation) ;
- le détail du **budget** avec les différents axes de dépenses.

Les décisions prises par cette commission sont souveraines et incontestables.

Un délai est à prévoir entre la notification de la décision et le début du projet pour permettre la contractualisation de la subvention.

Le montant de la subvention est communiqué par courriel aux bénéficiaires et à sa ou son COCAC dans la continuité de la commission de sélection. Les décisions de la commission feront l'objet d'une NDI diffusée dans le réseau. Une publication sur le site internet de l'Institut français viendra compléter le dispositif de publication des résultats.

Article 7 : Modalité de paiement de la subvention

Le Pôle formation et développement des établissements envoie la fiche projet via un lien en ligne, à remplir par le porteur de projet et, si nécessaire, une fiche dite « tiers » (informations administratives et bancaires) à renseigner par le bénéficiaire.

Le bénéficiaire remplit en ligne la fiche projet et, le cas échéant, retourne la fiche tiers dûment renseignée avec un RIB au Pôle formation et développement des établissements. Aucun versement ne

sera possible tant que cette fiche « tiers » mise à jour n'a pas été renvoyée par le bénéficiaire à l'Institut français.

L'Institut français édite la notification sur la base des documents transmis puis la transmet, par voie électronique, au bénéficiaire.

L'Institut français enclenche le processus de paiement de la subvention, dès accusé de réception de la notification par le bénéficiaire.

En cas de modification des dates de réalisation de l'opération, le porteur de projet doit impérativement le notifier au référent du Fonds Médiathèques dans un délai raisonnable avant la date initiale de fin du projet. La rédaction d'un avenant sera appréciée à la discrétion de la direction de l'Institut français.

Article 8 : Engagements du bénéficiaire

Le porteur de projet s'engage à :

- réaliser un projet conforme à celui qui a été déposé et défini dans la fiche projet et la lettre de décision d'attribution.
- répondre aux sollicitations de l'Institut Français dans le cadre de ses actions de communication vers le grand public et en direction des agents du réseau.

Article 9 : Bilan

À l'issue du projet, le bénéficiaire s'engage :

- à remplir, en ligne et dans les deux mois qui suivent la fin du projet, le compte rendu qualitatif et financier du projet ;
- à compléter la fiche « projet réalisé » et à transmettre les informations permettant de valoriser le projet (ex : photographies, vidéos) ;
- à conserver l'ensemble des pièces justifiant la dépense pendant 5 ans et à les fournir en cas de contrôle aléatoire.

Le compte rendu financier est obligatoirement signé soit :

- par l'Agent comptable pour tous les établissements publics qui en disposent ;
- par un dirigeant ou un responsable comptable de la structure bénéficiaire ;

En cas de non-envoi du bilan qualitatif et financier, le bénéficiaire sera inéligible aux prochains à appel à projets de l'IF.

Article 10 : Acceptation et modification du règlement

La candidature au Fonds médiathèques entraîne l'acceptation du présent règlement. Les éventuelles modifications du calendrier de dépôt des dossiers des appels à projets seront portées à la connaissance des candidats par courriel.

Article 11 : Annulation du Fonds médiathèques

Dans l'hypothèse où la procédure d'appel à projets ne pourrait être menée à son terme pour des raisons indépendantes de la volonté de l'Institut français, l'opération sera annulée de plein droit, sans formalité et sans mise en demeure.

Article 12 : Accompagnement et contacts

Afin d'accompagner les postes dans la définition de leurs projets et programmations, plusieurs outils de l'IF sont mis à disposition du réseau des ressources sur le site www.institutfrancais.com et/ou dans la sphère Livre et médiathèques sur la plateforme Whaller <https://my.whaller.com/sphere/xu1ovo>, notamment les fiches « projet réalisé » des Fonds Médiathèques effectués dans le cadre de l'appel à projets les années précédentes, le vade-mecum des médiathèques, ainsi que des ressources numériques.

L'IF se tient à la disposition des postes pour toute précision et pour échanger en amont du dépôt des dossiers sur la nature des projets. Il est conseillé de prendre l'attache de la personne chargée de mission Médiathèques et innovation.

Contacts :

Thomas SIMOES, Responsable du pôle Formation et développement des établissements
Thomas.simoes@institutfrancais.com

Adèle CALZADA, chargée de mission Médiathèques et Innovation
adele.calzada@institutfrancais.com